

La Fête du Travail : 1er Mai

En France, dès 1890, les manifestants du 1er mai ont pris l'habitude de défiler en portant à la boutonnière un triangle rouge. Celui-ci symbolise la division de la journée en trois parties égales : travail, sommeil, loisirs.

Le triangle est quelques années plus tard remplacé par la fleur d'églantine. En 1907, à Paris, le muguet, symbole du printemps en Île-de-France, remplace cette dernière. Le brin de muguet est porté à la boutonnière avec un ruban rouge.

Les syndicats français unis pour le défilé du 1er mai 1936 (archives nationales). Le 23 avril 1919, le Sénat français ratifie la journée de huit heures et fait du 1er mai suivant, à titre exceptionnel, une journée chômée.

Les manifestations du 1er mai 1936 prennent une résonance particulière car elles surviennent deux jours avant le deuxième tour des élections législatives qui vont consacrer la victoire du Front populaire et porter à la tête du gouvernement français le leader socialiste Léon Blum.

C'est pendant l'occupation allemande, le 24 avril 1941, que le 1er mai est officiellement désigné comme la Fête du Travail et de la Concorde sociale et devient chômé. Cette mesure est destinée à rallier les ouvriers au régime de Vichy. Son initiative revient à René Belin. Il s'agit d'un ancien dirigeant de l'aile socialiste de la CGT (Confédération Générale du Travail) qui est devenu secrétaire d'État au Travail dans le gouvernement du maréchal Pétain. À cette occasion, la radio officielle ne manque pas de préciser que le 1er mai coïncide avec la fête du saint patron du Maréchal, Saint Philippe (aujourd'hui, ce dernier est fêté le 3 mai) !

En avril 1947, la mesure est reprise par le gouvernement issu de la Libération qui fait du 1er mai un jour férié et payé... mais pas pour autant une fête légale. Autrement dit, le 1er mai n'est toujours pas désigné officiellement comme Fête du Travail. Cette appellation n'est que coutumière.

Qu'elle soit interdite ou fériée, cette journée de luttes internationale puise son origine dans l'histoire du

mouvement anarchiste, ce qui, au-delà des simples revendications, lui confère une véritable quête d'émancipation et de liberté.

Le samedi 1er mai 1886, à Chicago : cette date fixée par les syndicats américains et le journal anarchiste "The Alarm" afin d'organiser un mouvement revendicatif pour la journée de 8 heures, aura des conséquences inattendues pour la classe ouvrière internationale. La grève, suivie par 340 000 salariés, paralyse près de 12 000 usines à travers les USA. Le mouvement se poursuit les jours suivants; le 3 mai, à Chicago, un meeting se tient près des usines McCormick.

Des affrontements ont lieu avec les "jaunes" et la police tire sur la foule, provoquant la mort de plusieurs ouvriers. Le 4 mai, tout Chicago est en grève et un grand rassemblement est prévu à Haymarket dans la soirée. Alors que celui-ci se termine, la police charge les derniers manifestants. C'est à ce moment là qu'une bombe est jetée sur les policiers, qui ripostent en tirant. Le bilan se solde par une douzaine de morts,

dont 7 policiers. Cela déclenche l'hystérie de la presse bourgeoise et la proclamation de la loi martiale. La police arrête 8 anarchistes, dont deux seulement étaient présents au moment de l'explosion. Mais qu'importe leur innocence; un procès, commencé le 21 juin 1886, en condamne 5 à mort; malgré l'agitation internationale, ils seront pendus le 11 novembre, sauf Lingg qui se suicidera la veille, dans sa cellule.

Trois ans plus tard, en 1889, le congrès de l'Internationale Socialiste réuni à Paris décidera de consacrer chaque année la date du 1er mai : journée de lutte à travers le monde.

Le "1er mai" sera d'abord récupéré par la révolution bolchevique, puis par les nazis, et enfin par le régime de Vichy qui le transformera en "Fête du travail", sans jamais réussir totalement à lui enlever son origine libertaire.

Le 1er mai 1890, à Vienne (département de l'Isère), la population ouvrière répondant à l'appel des anarchistes Louise Michel, EugèneThennevin, et Pierre Martin descend dans les rues pour inciter ceux qui

travaillent à se mettre en grève. Le cortège arborant drapeaux rouges et drapeaux noirs et chantant "la Carmagnole" ne tarde pas à se heurter aux "forces de l'ordre". Des barricades sont érigées, l'usine d'un patron du textile est pillée, mais les meneurs sont arrêtés. Des grèves spontanées se poursuivront durant une semaine.

De nombreux 1er mai seront marqués par des événements tragiques, comme à Fourmie (France) en 1891, où l'armée tira sur la foule, faisant 10 morts parmi les manifestants.

Le 1er mai 1907, à Paris, durant la manifestation, l'anarchiste russe Jacob LAW, né à Balta en 1887, tire 5 coups de revolver du haut de l'impériale d'un autobus sur les cuirassiers. Arrêté, il sera condamné à 15 ans de bagnes en Guyane, d'où il sera libéré le 10 mai 1924. Toujours anarchiste, il publiera, en 1926, ses souvenirs : "Dix-huit ans de bagnes".

Le 1er mai 1936, Espagne, sortie du premier numéro de la revue culturelle et de documentation sociale : "Mujeres Libres", organe et porte-parole des militantes

anarchistes féminines espagnoles et de leur mouvement d'émancipation M.M.LL.

La revue, née deux mois avant que n'éclate la révolution, s'imposera rapidement par la qualité de ses textes et l'esprit révolutionnaire qui l'anima jusqu'en octobre 1938, avant que la défaite ne contraigne les militantes à la mort ou à l'exil.

Le 1er mai 1968, à Paris. Lors de la traditionnelle manifestation, des bagarres éclatent autour du drapeau noir lorsque des communistes tentent d'exclure les anarchistes du cortège.

Le 1er mai 1990, à Paris, la station de métro "Stalingrad" est rebaptisée "Commune de Kronstadt" par le groupe libertaire Commune de Paris." S'il y a faillite des idéologies, ce n'est pas le cas de nos idéaux reposant sur la liberté de chacun, l'égalité pour tous, l'entraide et le fédéralisme auto gestionnaire."

Quelques jalons Les «trois-huit»

Ainsi s'appelle l'organe officiel d'organisation de la manifestation internationale du 1er Mai. Dans son édition de 1895, Jules Guesde explique ce qu'il faut

entendre par ce qu'il appelle le jour social de huit heures: «Ce que nous revendiquons, c'est une loi qui interdise de faire travailler plus de huit heures par jour.» Autrement dit, huit heures de travail, huit heures de repos et huit heures pour s'instruire et cultiver son corps.

Le décret du 2 mars 1848

Parce qu'«un travail manuel trop prolongé non seulement ruine la santé mais en l'empêchant de cultiver son intelligence porte atteinte à la dignité de l'homme», la IIe République par voie de décret réduit d'une heure la journée de travail. Elle passe à dix heures à Paris et à onze heures en province.

Sous la pression du patronat ce décret est abrogé quelques mois plus tard, soit le 9 septembre 1848.

1868 : les huit heures aux États-Unis

Le gouvernement américain accorde, en 1868, la journée de huit heures à tous les journaliers, ouvriers, artisans, employés par l'administration fédérale.

1884 : congrès de l'American Federation of Labor

A l'occasion du IV^e congrès de l'American Federation of Labor qui se tient à Chicago en 1884, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier est lancée l'idée d'organiser une manifestation un 1^{er} mai afin d'aboutir à la journée de huit heures. Les congressistes de l'époque ambitionnent d'atteindre leur objectif le 1^{er} mai 1886.

1886 : la grève de Chicago

Le 1^{er} mai à Chicago éclate une grève. Elle sera suivie le 3 mai d'une manifestation des grévistes qui sera violemment réprimée par la police. Le bilan officiel des victimes sera de 6 morts et 50 blessés. Le lendemain au cours d'une grande manifestation de protestation une bombe est lancée contre les forces de police, lesquelles tirent sur la foule. Jamais le bilan exact des victimes ne sera communiqué. En revanche des militants seront par la suite arrêtés, condamnés sans preuve et exécutés.

1889 : le congrès de la II^e Internationale

C'est à Paris l'année même du premier centenaire de la Révolution française que blanquistes et guesdistes

tiennent au 42, rue Rochechouart, salle des Fantaisies parisiennes, le deuxième congrès de l'Internationale socialiste. Ce congrès décide qu'il sera «organisé une grande manifestation à date fixe de manière que dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail et d'appliquer les autres résolutions du congrès. Attendu qu'une semblable manifestation a été déjà décidée pour le 1er mai 1890 par l'Afl, dans son congrès de décembre 1888 tenu à Saint Louis, cette date est adoptée pour la manifestation.»

1891 : Fourmies

Dans une petite ville du nord de la France, une manifestation pacifique se rend en cortège à la mairie. La troupe, équipée des tout nouveaux fusils Lebel et Chassepot d'une portée de tir supérieur à deux kilomètres, tire à bout portant sur la foule. Parmi les morts, huit victimes ont moins de vingt et un ans, dont la jeune ouvrière Marie Blondeau et un jeune

conscrit du nom d'Edouard Giloteaux. Habillée de blanc et les bras couverts de fleurs, Marie Blondeau restera longtemps dans l'imagerie populaire comme une sorte de Vierge profane.

1919 : le traité de Versailles

La fin de la Première Guerre mondiale va sonner en deux temps l'avènement de la journée de huit heures. D'abord la loi du 23 avril sur les huit heures est publiée au Journal officiel de la République française le 25 avril. Ensuite, le 22 juin est signé (pour la France par Georges Clemenceau, par le président Wilson pour les États-Unis et par Lloyd George pour la Grande-Bretagne) le traité de Versailles qui fixe dans son article 247 «l'adoption de la journée de huit heures ou de la semaine de quarante-huit heures comme but à atteindre partout où elle n'a pas encore été obtenue». La fin de la guerre est aussi l'occasion de mettre en place la SDN (Société des nations) ainsi que l'Organisation internationale du travail (OIT). Si la SDN a été remplacée, depuis, par l'Onu, l'Oit, elle, a survécu au second conflit mondial.

Dès lors les manifestations du 1er Mai porteront d'autres revendications que la journée de huit heures tout en poursuivant ce grand rêve prolétarien de l'époque: la société libérée du travail contraint. En attendant que le droit à la paresse revendiqué par le gendre de Karl Marx soit établi, le mouvement ouvrier va partir à la conquête des congés payés.

1926 : la revendication des congés payés

C'est sans aucun doute à l'occasion du congrès que tient la Cgt en 1926 (une partie de ses membres est allée fonder la Cgt-Unitaire) qu'apparaît pour la première fois la revendication des congés payés pour tous les salariés (certaines professions les ont déjà obtenus). C'est également en 1926 que la Cgt prend position en faveur des assurances sociales. Une question qui n'avait rien de consensuel puisqu'à l'époque des syndicalistes étaient contre toute cotisation payée par les salariés.

1929 : la montée des périls en Allemagne Dans l'histoire sociale et politique allemande ce 1er Mai 1929 restera marqué d'une pierre noire. Les

manifestations sont interdites à Berlin par le préfet Zoot Giebel. Les manifestants passent outre l'interdiction. La répression sera sanglante. Elle fera trente-trois morts et deux cents blessés. La division entre les communistes et socialistes est à son comble.

1936 : le 1er Mai du Front populaire

Dans l'histoire du 1er Mai l'année 1936 est certainement une des plus importantes. Plusieurs événements vont la marquer. D'abord dès le mois de mars se tient du 2 au 6 mars le congrès au cours duquel la Cgt se réunifie. Ensuite la manifestation du 1er Mai tombe deux jours avant les élections législatives qui vont porter au pouvoir les forces politiques du Front populaire. Enfin après un mouvement de grève mémorable sont signés en juin les accords de Matignon qui légalisent la semaine de quarante heures, les congés payés ainsi que les conventions collectives. L'année suivante le 1er Mai 1937 aura lieu sans doute la plus grande manifestation jamais organisée en France.

1941 : la fête du Travail

Si la notion de fête du Travail n'est pas une invention de la génération des années quarante puisqu'on trouve cette formule sous la plume de Jules Guesde dès 1890, c'est bien le gouvernement de Vichy qui fait du 1er Mai 1941, par la loi Belin, un jour chômé et payé. Le 1er Mai devient «la fête du Travail et de la concorde nationale». L'idée de légaliser cette journée de manifestation internationale sera reprise à la Libération mais avec un tout autre but que la promotion de l'ordre corporatiste.

1947 : journée chômée

En avril 1947, sur proposition du député socialiste Daniel Mayer et avec l'accord du ministre du Travail, le communiste Ambroise Croizat, le 1er Mai devient dans toutes les entreprises publiques et privées un jour chômé et payé. Cependant le 1er Mai ne sera pas assimilé à une fête légale.

1954 : les manifestations sont interdites

Alors que la guerre d'Indochine se termine pour les autorités françaises avec la partition du Vietnam, une

autre guerre, une guerre sans nom commence en Algérie. Elle va durer huit ans.

Dès lors les manifestations seront interdites dans Paris. Celle du 1er Mai 1954 se transformera en un rassemblement sur la pelouse de Reuilly. Il faudra attendre quinze années c'est-à-dire 1968 pour qu'à l'initiative de la Cgt, à nouveau, le monde du travail se donne rendez-vous dans les rues de Paris pour défiler un 1er Mai. Le cortège partira de la République pour se rendre à la Bastille symbole des libertés recouvrées. Depuis, les cortèges du 1er Mai ont connu des fortunes diverses. La manifestation la plus importante de l'après-mai 1968 fut probablement celle de 1975, qui fut prétexte à fêter la fin de la guerre de Vietnam.

Mais aussi :

1er mai 1886

Journée de 8 heures et Fête du Travail

Le 1er mai 1886, la pression syndicale permet à environ 200.000 travailleurs américains d'obtenir la journée de huit heures.

Le souvenir de cette journée amène les Européens, quelques années plus tard, à instituer une «journée internationale des travailleurs» ou «Fête des travailleurs». Cette journée est aujourd'hui plus volontiers appelée «Fête du Travail», bien que l'expression prête à confusion...

Joseph Savès.

Une revendication nationale

Au cours du IV^e congrès de l'American Federation of Labor, en 1884, les principaux syndicats ouvriers des États-Unis s'étaient donné deux ans pour imposer aux patrons une limitation de la journée de travail à huit heures. Ils avaient choisi de débiter leur action un 1^{er} mai parce que beaucoup d'entreprises américaines entamaient ce jour-là leur année comptable.

Arrive le 1^{er} mai 1886. Beaucoup de travailleurs obtiennent immédiatement satisfaction de leur employeur. Mais d'autres, moins chanceux, au nombre d'environ 340.000, doivent faire grève pour forcer leur employeur à céder.

Le 3 mai, une manifestation fait trois morts parmi les grévistes de la société McCormick Harvester, à Chicago. Une marche de protestation a lieu le lendemain et dans la soirée, tandis que la manifestation se disperse à Haymarket Square, il ne reste plus que 200 manifestants face à autant de policiers. C'est alors qu'une bombe explose devant les forces de l'ordre. Elle fait une quinzaine de morts dans les rangs de la police.

La révolte de Haymarket Square (Chicago, 4 mai 1886)
Trois syndicalistes anarchistes sont jugés et condamnés à la prison à perpétuité. Cinq autres sont pendus le 11 novembre 1886 malgré des preuves incertaines. Stèle vengeresse Sur une stèle du cimetière de Waldheim, à Chicago, sont inscrites les dernières paroles de l'un des condamnés, Augustin Spies : «Le jour viendra où notre silence sera plus puissant que les voix que vous étranglez aujourd'hui».

Manifester pour la journée de 8 heures

Trois ans après le drame de Chicago, la IIe Internationale socialiste réunit à Paris son deuxième

congrès. Celui-ci se tient au 42, rue Rochechouart, salle des Fantaisies parisiennes, pendant l'Exposition universelle qui commémore le centenaire de la Révolution française.

Les congressistes se donnent pour objectif la journée de huit heures (soit 48 heures hebdomadaires, le dimanche seul étant chômé). Jusque-là, il est habituel de travailler dix ou douze heures par jour (en 1848, en France, un décret réduisant à 10 heures la journée de travail n'a pas résisté plus de quelques mois à la pression patronale).

Le 20 juin 1889, sur une proposition de Raymond Lavigne, ils décident qu'il sera «organisé une grande manifestation à date fixe de manière que dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail et d'appliquer les autres résolutions du congrès. Attendu qu'une semblable manifestation a été déjà décidée pour le 1er mai 1890 par l'AFL, dans

son congrès de décembre 1888 tenu à Saint Louis, cette date est adoptée pour la manifestation.»

Le 1er mai 1891, à Fourmies, une petite ville du nord de la France, la manifestation rituelle tourne au drame. La troupe équipée des nouveaux fusils Lebel et Chassepot tire à bout portant sur la foule pacifique des ouvriers. Elle fait dix morts dont 8 de moins de 21 ans. L'une des victimes, l'ouvrière Marie Blondeau, habillée de blanc et les bras couverts de fleurs, devient le symbole de cette journée.

Le 1er mai, lithographie de Grandjouan pour l'Assiette au beurre (1906) Avec le drame de Fourmies, le 1er mai s'enracine dans la tradition de lutte des ouvriers européens. Quelques mois plus tard, à Bruxelles, l'Internationale socialiste renouvelle le caractère revendicatif et international du 1er mai.

L'horizon paraît s'éclaircir après la première guerre mondiale. Le traité de paix signé à Versailles le 28 juin 1919 fixe dans son article 247 «l'adoption de la journée de huit heures ou de la semaine de quarante-

huit heures comme but à atteindre partout où elle n'a pas encore été obtenue» !

Les manifestations rituelles du 1er mai ne se cantonnent plus dès lors à la revendication de la journée de 8 heures. Elles deviennent l'occasion de revendications plus diverses. La Russie soviétique, sous l'autorité de Lénine, décide en 1920 de faire du 1er mai une journée chômée. Cette initiative est peu à peu imitée par d'autres pays... L'Allemagne nazie va encore plus loin ! Hitler, pour se rallier le monde ouvrier, fait, dès 1933, du 1er mai une journée chômée et payée. La France l'imitera sous l'Occupation, en 1941.

1886 : à Chicago : mouvement revendicatif pour la journée de 8 heures.

1889 : consécration chaque année du 1er mai comme journée de lutte à travers le monde...